

# L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 7 juillet 2014

## Les Guignols de l'intox

La « *conférence sociale* » qui s'ouvre ce lundi ne risque pas de faire de l'ombre au Festival d'Avignon. Les acteurs de cette mauvaise farce ne sont pas des intermittents en lutte, mais les « *partenaires sociaux* », patrons, gouvernement et syndicats convoqués cette année encore pour négocier les prochains reculs sociaux que Hollande et Valls comptent imposer aux travailleurs. En particulier le « *Pacte de responsabilité* » et ses 41 milliards de baisse d'impôts offerts au patronat.

### *Courbettes du gouvernement*

Ce sont les représentants du patronat qui ont ouvert le bal fin juin, en exigeant du gouvernement qu'il revienne notamment sur la mise en place du « *compte pénibilité* », censé permettre à certains salariés de partir plus tôt à la retraite, et sur la limitation du temps partiel à 24 heures minimum. Pierre Gattaz, président du Medef, faisant planer la menace d'un boycott de la Conférence sociale.

Il n'en fallait pas plus pour que Valls donne la réplique aux patrons... en satisfaisant à toutes leurs revendications. La pénibilité ne serait plus prise en compte dans certains secteurs comme le bâtiment. Quant à la réforme des temps partiels, qui multipliait les dérogations, notamment pour les étudiants et les intérimaires, c'était déjà du pain béni pour le patronat. Toujours serviable, Valls a proposé de faciliter les contrats de moins de 24 heures établis avec l'accord du salarié... qui n'a généralement pas le choix entre travailler moins et se retrouver au chômage.

Clou du spectacle : Valls, dans le rôle du larbin de service, rappelle ses 41 milliards de cadeaux aux patrons, annonce la refonte du droit du travail et de nouvelles aides aux entreprises. Pour conclure : « *Jamais de tels engagements n'ont été pris à ce niveau !* »

### *Postures plaintives et boycott... « partiel » des dirigeants syndicaux*

Les dirigeants syndicaux pleurent : on a oublié de les consulter ! Ils ne dénoncent pas la mascarade du « *dialogue social* » dont la seule fonction est de faire passer la politique anti-ouvrière du gouvernement en la faisant valider par tout ou partie des syndicats. Non, ce qu'ils dénoncent, c'est le « *manque* » de dialogue social ! Suite à la menace de boycott du Medef la semaine dernière, pour ne pas être trop en reste et passer pour de simples paillasons, la CGT et FO ont décidé de

boycotter, mais partiellement, ladite conférence. Uniquement mardi, pas lundi, quand Thierry Lepaon s'est rendu respectueusement à la réunion convoquée par Hollande, à « *huis clos* ». Bravo la transparence !

En dépit de ces demi-bouderies, les appareils syndicaux, au lieu de préparer la mobilisation d'ensemble des salariés, cherchent avant tout à se faire valoir comme interlocuteurs du patronat et du gouvernement.

### *Aux travailleurs d'entrer en scène !*

En fait, les masques sont tombés depuis longtemps. Le ministre du travail, Michel Sapin, l'a exprimé à sa manière en déclarant dimanche que « *Notre amie c'est la finance : la bonne finance* », cette finance, qu'elle se prétende bonne ou mauvaise, dont Hollande prétendait être l'« *adversaire* » pendant sa campagne présidentielle. Le Fonds monétaire international (FMI) ne s'y est pas trompé, en encourageant Hollande à poursuivre sa politique d'austérité et d'aides aux capitalistes. Le FMI prévient pourtant que ces mesures pourraient rencontrer des résistances, que seul « *un dialogue social plus coopératif* » permettrait d'éviter.

Certains craignent donc à juste titre la réaction des travailleurs. Les grèves des cheminots, puis la lutte des intermittents et la grève de la SNCM, entre autres, montrent que les travailleurs n'ont pas l'intention de rester spectateurs de ce théâtre de guignol.

**C'est en faisant converger leurs différentes luttes qui pour l'instant sont isolées, c'est sur leur terrain, dans la rue et dans la grève, que les travailleurs pourront contrer les attaques du patronat et du gouvernement. Pas dans les négociations au sommet, où c'est toujours la bourgeoisie qui tire les ficelles.**

**PSA doit raquer !**

Une pétition circule pour réclamer que la direction augmente sa participation employeur à la mutuelle à hauteur de 50 % (contre 35 % actuellement). Nous sommes déjà un tiers des salariés de Carrières à l'avoir signée. C'est bien la moindre des choses quand on sait qu'à Alstom par exemple la part employeur s'élève à 60 %. La mutuelle obligatoire pour engraisser PSA et ses amis sur notre dos, non merci !

**La vérité du PREC**

À PSA La Garenne, la direction vient d'annoncer que 105 collègues seront mis en mobilité forcée, interne ou externe (dehors), avant les congés d'été. Le PREC n'aurait pas trouvé suffisamment de « volontaires » : quand la direction ne les trouve pas, elle les désigne et les dégage elle-même.

**Pour chaque départ, une embauche !**

Les voitures de service sont de plus en plus sales, et pour cause : le collègue mécanicien chargé de l'entretien est parti en PREC. La direction demande à ceux qui font les déplacements de faire eux-mêmes les niveaux, pressions des pneus et de passer l'aspirateur. Preuve que le sous-effectif génère la surcharge, répercutée sur nous tous !

**Sécuriser... la porte de sortie**

« Sécuriser les parcours des salariés à l'extérieur du groupe ». Voilà l'ambition du plan PSA qui vient d'être signé par l'ensemble des organisations syndicales... Cet énième plan ressort le dispositif « Top Compétences » qui a déjà servi à la direction ces dernières années pour muter librement les salariés en interne. Le plan favorise aussi les « mobilités externes », c'est-à-dire les suppressions de postes, pour ceux occupant des « métiers sensibles », à savoir 23 % des effectifs !

Ces mesures pourraient nous arranger ? Un salarié ne peut partir, dans le cadre de la « mobilité sécurisée » par exemple, que s'il occupe un « métier sensible » – définition fixée et modifiée par la direction à son gré – et... si la direction lui propose ! Bref, une grosse machine, pour finalement... virer encore des collègues.

**Imposons l'embauche en CDI pour chaque départ**

Avec le plan senior, ceux de Rennes et d'Aulnay pourront quitter leur poste 5 ans plus tôt. Ils resteront salariés PSA, mais payés à 75 %. Dans les autres sites, ils auront droit à 3 ans, payés à 70 %. La direction veut les remplacer par des contrats de formation en alternance, financés par l'État, sur le dos du contribuable, sans aucune garantie d'embauche.

Que les anciens veuillent partir le plus vite possible, quoi de plus normal ? Mais que PSA les remplace par des contrats précaires et gratuits, pour ne pas embaucher, il n'en est pas question !

**Ah ouais, y a pas d'argent ?**

PSA-Dongfeng vient de décider officiellement de construire une 4<sup>e</sup> usine en Chine. Le groupe aurait des problèmes financiers ? Pourtant les dirigeants de PSA trouvent du pognon quand il faut attaquer les parts de marché de ses concurrents. Profitant de la protection de la dictature chinoise, PSA espère exploiter des ouvriers payés 300 € par mois, pour 9 heures par jour, 6 jours sur 7. Pas sûr que tout se passe comme prévu car les travailleurs chinois prennent la bonne habitude de faire des grèves massives pour se défendre.

**Ce que leurs rapportent les plans de compétitivité**

116 %, c'est l'augmentation de la fortune des Peugeot en douze mois, qui atteint ainsi 1,82 milliards. Un scandale quand on sait que la direction du groupe ne cesse de parler du « coût du travail » trop élevé. Voilà à quoi servent les soi-disant « efforts nécessaires » des plans de compétitivité. Un règlement de compte s'impose.

**Game of Thrones chez les gosses de riches**

Thierry Peugeot vient de se faire virer du conseil de surveillance du groupe PSA. Celui qui avait repris la « boîte de Papa » en devenant son président de 2002 à avril 2014 a été fichu à la porte par les autres membres de sa famille et remplacé par sa sœur. Ça faisait un moment que son cousin Robert Peugeot voulait sa tête. Ce qui déchire les héritiers de la famille Peugeot c'est la stratégie pour maintenir leur profit. Chez ces bourgeois parasites on ne rigole pas avec ces choses-là.

**Mêmes patrons, même combat**

Les prévisions du chiffre d'affaires de PSA sont aussi prétextes à « réorganisations » chez ses sous-traitants. Comme Cooper Standard où 450 emplois sont menacés sur Rennes par les baisses de commandes du constructeur.

Une chose est sûre : ici ou là-bas, tous les chiffres sont bons pour faire passer la pilule amère des suppressions de postes. Comme quoi, sans attendre un miracle du PSA licencié, ce sont bien nos mobilisations qui empêcheront les licenciements.

**Live in what ?**

À écouter le directeur de la communication PSA Jonathan Goodman le tout nouveau tout chaud site intranet du Groupe « Live' in PSA » serait lui aussi l'expression du plan de Tavares « Back in the race ».

Comme dans la pub, on va tous finir, sur la plage avec nos surfs à parler franglais. « In the race » ou pas, c'est de la singerie PSA.

**Une crise sélective**

L'INSEE vient de révéler qu'en 2011, 14,3 % de la population, et même 19,5 % des enfants, vivaient sous le seuil de pauvreté. Soit 8,7 millions de personnes. Mais le revenu du 1 % des plus riches a augmenté de 4,5 % en 2010 et de 4,6 % en 2011.